



Une saignée historique dans nos titres

Les élus du CSE de l'UES L'Est Républicain et Vosges Matin étaient convoqués ce lundi matin pour la présentation par la direction du « plan de repositionnement volontaire dans le cadre du projet de plan stratégique des entreprises » (sic !). Celui-ci s'appuyant, comme a insisté d'emblée Christophe Mahieu, vêtu de noir pour la circonstance, sur « des ambitions éditoriales fortes ». Et violentes. Puisqu'elles vont se traduire par la suppression de 34 postes dans les équipes rédactionnelles. Mais toutes les catégories sont concernées par ce plan d'austérité historique, la technique devant perdre 16 salariés, les ventes 4 et les services support 6. Au total, ce sont 65 suppressions de postes qui sont planifiées dont 60 départs, auxquels s'ajoute la destruction de cinq postes vacants à ce jour. Soit 17,4 % des effectifs qui passent par pertes et profits.

A travers ces coupes claires, il ne s'agit pas seulement, pour la direction, d'économiser « 7,1 millions d'euros de masse salariale d'ici 2030 ». Ce plan sera aussi prétexte à l'introduction de la mise en page automatisée, à base d'une nouvelle technologie nourrie à l'IA, même si la direction prend grand soin d'éviter de prononcer le terme d'intelligence artificielle.

Qu'attendre de cette machine magique sobrement intitulée MEPA (mise en page automatique) dont on ne connaît ni les capacités, ni le périmètre ? Quoi qu'il en soit, le SR en souffrira durement : 15 postes sur 49 pour L'Est Républicain et Vosges Matin sont appelés à disparaître, soit un tiers des effectifs actuels. Les assistantes de rédaction vont aussi payer un lourd tribut avec 19 suppressions de postes. Les effectifs cibles de la direction reposent sur des départs volontaires, selon des critères qui restent à déterminer, notamment dans la rédaction de l'accord collectif majoritaire pour lequel les organisations syndicales seront prochainement convoquées. Mais, en l'absence de volonté de partir, quelles solutions seront proposées aux personnes concernées ?

Le document présenté ce matin aux élus du CSE acte clairement les échecs et les mauvais choix stratégiques successifs de notre direction depuis 12 ans. Les élus et les délégués syndicaux s'attacheront à défendre les salariés qui n'ont pas à payer le prix d'un manque de vision éditoriale pour nos journaux. Encore ce matin, aucune stratégie journalistique concrète n'a été présentée. Que des paroles creuses, excepté la suppression du cahier des sports et la fusion des pages Région Lorraine. Bref, que du moins disant ! Et qu'en pensent les différents directeurs de secteur ? Impossible de le savoir puisqu'ils brillaient par leur absence. La technique, qui a déjà enduré 45 suppressions de postes en 2021 avec l'installation de la nouvelle rotative, paie à nouveau le prix fort malgré son investissement sans faille.

Après cette « réunion zéro », les élus ont découvert le document de référence qu'ils vont étudier très attentivement en vue des deux prochaines réunions, le 29 juin et le 1^{er} septembre. Cette dernière marquera le début de la procédure d'information consultation et inaugurera les deux mois mis à disposition de l'expert (nommé par le CSE lundi prochain) pour les éclairer sur les intentions de la direction.

Diane Ravel a indiqué ne vouloir procéder à aucun départ avant début 2027. Les élus craignent donc que le bricolage des organisations qu'ils subissent depuis trois ans se poursuive pendant cette phase de transition et même après. Aucun élément concret ne figure en effet dans le document de référence pour présenter les conditions dans lesquelles les salariés devront travailler.

Jamais nous n'avons connu une telle hémorragie dans nos titres. L'ensemble des élus reste aux côtés des salariés durant cette période qui s'annonce difficile. Rien n'est définitif pour l'instant. Tout est négociable.

Houdemont, le 22 juin 2026